

**Déclaration conjointe à la suite de l'événement parallèle de haut niveau en
marge de la 78e session de l'Assemblée générale des Nations Unies
« Le retour à l'ordre constitutionnel au Tchad : Défis et Perspectives.
Siège des Nations Unies, New York,
18 septembre 2023**

1. Le gouvernement de transition de la République du Tchad, représenté par le Ministre d'État, Ministre des Affaires Etrangères, des Tchadiens de l'étranger et de la Coopération Internationale, Ambassadeur Mahamat Saleh Annadif, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DPPA) des Nations Unies, et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ont coprésidé un événement parallèle de niveau ministériel sur la transition politique au Tchad en marge de la 78^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 18 Septembre 2023. Parmi les participants figuraient des représentants des partenaires multilatéraux régionaux et internationaux et des partenaires bilatéraux régionaux et internationaux.
2. Les participants félicitent le Gouvernement de la République du Tchad et les Nations Unies pour cette initiative visant à faciliter une réflexion et un dialogue entre partenaires autour de la transition politique au Tchad qui entre dans sa dernière phase. Les participants prennent note de l'évolution de la transition au Tchad. Ils réitèrent leur soutien à une transition menant à la restauration de l'ordre constitutionnel dans les délais prévus à travers une démarche inclusive, pacifique et ancrée sur les principes de droits de l'homme dans laquelle la nation Tchadienne, y compris les femmes et les jeunes ainsi que les groupes marginalisés, sont au centre des réflexions et des priorités. Les participants ont convenu que seule une telle transition peut mener une paix durable à long terme.
3. Les participants ont mesuré l'ampleur des avancées réalisées pendant la transition en cours et des défis restants. A cet effet, ils saluent les efforts de dialogue entrepris par le Gouvernement dans cette importante dernière phase de la transition (référendum constitutionnel et élections). Ils encouragent les autorités de transition à poursuivre les efforts visant à rendre la transition encore plus inclusive à travers la main tendue à tous ceux qui restent en dehors de ladite transition.
4. Les participants ont rappelé la nécessité d'investir davantage dans le strict respect et la promotion des droits de l'homme, y compris les libertés d'opinion, d'expression et de réunion pacifique ainsi que la lutte contre l'impunité. A cet effet, ils appellent tous les Tchadiens à profiter de cette occasion historique pour contribuer à l'avènement d'un nouveau contrat social. Ce dernier devrait prendre en compte les aspirations des uns et des autres, y compris des signataires de l'Accord de Doha et de la pluralité des acteurs politiques, tout en se fondant sur les résolutions du Dialogue National Inclusif et Souverain de 2022. En outre, les participants ont relevé l'importance de la conduite avec

efficience, transparence et professionnalisme du processus de Désarmement Démobilisation et Réintégration, qui constitue un élément fondamental pour une paix durable dans le pays.

5. Les participants ont saisi l'occasion de ces assises pour exprimer leurs vives appréciations aux autorités et populations tchadiennes qui ont bien voulu accueillir sur leur sol des centaines de milliers de réfugiés soudanais qui fuient des graves violations des droits de l'homme dans leur pays. Ils félicitent les autorités de transition pour leurs efforts d'accueil, de sécurisation et de protection des réfugiés notamment avec l'adoption récente de la Loi d'asile. Cependant, l'afflux massif de réfugiés au cours des derniers mois impacte négativement sur les ressources limitées des communautés d'accueil qui sont déjà confrontées à des défis de développement s aggravés par l'impact du changement climatique. Dans ce contexte, les participants ont exprimé leur inquiétude face à l'insuffisance des ressources qui affecte la réponse humanitaire et le progrès dans la réalisation des Objectifs du développement durable et fragilise les capacités nationales du Tchad à maintenir le cap dans un contexte sécuritaire, économique, climatique et régional complexe.
6. Les participants ont apprécié le soutien des partenaires, sous toutes ses formes, au Tchad. Ils notent la contribution apportée à la transition, au capital humain, aux services humanitaires, aux infrastructures et au développement économique local, ainsi qu'à la consolidation de la paix. Ils saluent les efforts des partenaires actifs au Tchad, notamment l'Union Européenne, les Nations Unies, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement ainsi que les partenaires bilatéraux et les ONGs nationales et internationales. Ils saluent également, les efforts immenses des communautés hôtes qui font preuve de générosité et d'humanisme malgré leurs faibles revenus.
7. Les participants lancent un appel vibrant à la communauté internationale d'accentuer les appuis aux efforts déjà déployés par les autorités tchadiennes. Alors que le Tchad entre dans la phase la plus importante de sa transition politique, les partenaires sont encouragés à lui apporter un soutien supplémentaire pour relever les défis restants. A cet effet, les partenaires sont invités à renforcer leur soutien aux élections, au DDR, au déminage, à la prévention des discours de haine, au renforcement du système judiciaire, à l'autonomisation des femmes et des jeunes, au développement durable, aux actions tendant à soutenir la résilience communautaire et à la consolidation de la paix.
8. Enfin, les participants ont salué le travail de l'équipe pays des Nations Unies, sous la direction de la Coordinatrice Résidente, Mme Violet Kakyomya, en faveur du Tchad et se sont félicités des efforts du Représentant spécial du Secrétaire général pour le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), Abdou Abarry, qui travaille en étroite collaboration avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), l'Union africaine et d'autres partenaires pour promouvoir un retour inclusif et pacifique à l'ordre constitutionnel et à la mise en place des conditions d'une paix durable au Tchad.